

VIOLENCES URBAINES : PAS DE SOLUTION SANS UNE AUTRE POLITIQUE

Les affrontements qui se déroulent dans différents quartiers populaires depuis plus d'une semaine, faisant vivre aux populations et aux salariés de ces quartiers des moments extrêmement difficiles, sont révélateurs de la crise sociale qui s'y est développée : pauvreté, chômage, précarisation sociale généralisée, discriminations et relégation sociale mais aussi, couramment, pressions et humiliations policières.

Cela se situe aussi dans un contexte de démantèlement des services publics, de mépris des associations et du travail social, et d'abandon des politiques de prévention. Par exemple, les acquis de la grève de 98 en Seine saint Denis ont été largement rognés.

Ces violences sont aussi le produit des politiques répressives conçues comme seule réponse aux questions sociales, politiques de criminalisation de la pauvreté et des mouvements sociaux.

Les affrontements de jeunes avec la police sont l'expression d'une rage et d'un désespoir face à une société qui ne leur fait aucune place et n'offre d'autre perspective que la pauvreté et la précarité. Les actes commis sont aussi intolérables que l'injustice qui leur est faite.

Le Ministre de l'Intérieur, en stigmatisant des populations entières, avec une démagogie électoraliste et populiste indigne, a déclenché les violences qu'il prétend combattre. Les véritables "raffles" organisées depuis des mois dans plusieurs villes contre les populations immigrées à l'initiative du même Ministre de l'Intérieur confirment sa volonté de mener une politique fondée sur la chasse "au faciès". Les familles des deux jeunes morts électrocutés l'ont parfaitement exprimé : « Monsieur Sarkozy est incompetent, il doit partir ».

Dans cette situation de tensions extrêmement fortes, qui aggravent encore les conditions de vie dans les quartiers populaires, SUD Éducation Créteil estime que la réponse à cette situation passe notamment par :

- l'établissement de la vérité sur le drame de Clichy-sous-Bois et la mort des deux jeunes dans le transformateur ;
- la mise en oeuvre d'une réelle politique pour permettre l'accès aux droits fondamentaux : emplois, logement, santé, transports, culture et bien sûr éducation ;
- cela ne peut se faire que par création de postes statutaires et qualifiés ;
- l'arrêt des politiques de criminalisation des populations défavorisées, des populations immigrées, et des jeunes des quartiers populaires ;
- La levée immédiate de l'état d'urgence.

La réponse à cette crise sociale ne passe ni par la répression, ni par la provocation, ni par l'utilisation démagogique et électoraliste de ces difficultés sociales. Les réponses du conseil des ministres, état d'urgence et retour de l'apprentissage dès 14 ans, l'illustrent de manière évidente. Elle passe par une autre politique sociale et économique, en rupture avec les orientations libérales actuelles, prenant en compte les besoins et les aspirations de la population. L'accès de toutes et tous à des emplois stables, au logement, à l'éducation, à la santé : voilà les conditions d'une véritable justice sociale capable de répondre au profond malaise social qui s'exprime actuellement.

Prétendre aujourd'hui qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme sauvage et qu'on ne peut que l'aménager à la marge c'est aussi participer à renforcer ce malaise. Il faut rompre avec ces politiques d'accompagnement et de cogestion de la régression sociale. Il est de la responsabilité des forces syndicales de se regrouper, sans exclusive, pour lutter réellement ensemble et imposer une autre politique. SUD Éducation Créteil continuera de prendre des initiatives unitaires en ce sens.

Sud Education Créteil - 11-13 rue des Archives. 94010 Créteil Cedex
Téléphone : 01 43 77 33 59 / Fax : 01 4377 65 58
Mail : sud.education.creteil@wanadoo.fr